



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**RÉALISATION DES TRAVAUX DE SCÉNOGRAPHIE
DE L'EXPOSITION TEMPORAIRE *FLOPS* (titre
provisoire) – MUSEE DES ARTS ET METIERS - CNAM**

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 26 mai 2025 à 12H

RC N°M25-008

Conservatoire national des arts et métiers

292, rue Saint-Martin
75141 PARIS CEDEX 03

Table des matières

Préambule	3
RC1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 Objet	3
1.2 Mode de passation	3
1.3 Type et forme de contrat	3
1.4 Décomposition de la consultation	3
1.5 Nomenclature	4
RC2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 Délai de validité des offres	4
2.2 Forme juridique du groupement	4
2.3 Variantes, options et prestations éventuelles supplémentaires	4
2.4 Confidentialité et mesures de sécurité	5
RC3 : CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	6
3.1 Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3.2 Modalités essentielles de financement et de paiement	6
RC4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
RC 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1 Généralités	7
5.2 Présentation des candidatures	7
5.3 Présentation des offres	8
5.3.1 Un mémoire technique comprenant les éléments suivants	8
5.3.2 Le projet de contrat comprenant	9
5.4 Visite sur site	9
RC 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	9
6.1 Transmission électronique	9
6.1.1 Modalités générales	9
6.1.2 Modalités de signature électronique	10
6.2 Copie de sauvegarde	11
RC 7 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
7.1 Critères de sélection des candidatures	11
7.2 Critères de sélection des offres	11
RC 8 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	12
RC 9 : ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE	13
9.1 Généralités	13
9.2 En cas d'offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées	13
9.3 En cas de procédures infructueuses	13
RC 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
10.1 Renseignements complémentaires et points de contacts	13
10.2 Modification apportée au dossier de consultation par le Cnam	13
10.3 Réalisation de prestations similaires	14
10.4 Procédures de recours	14

Préambule

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Doté du statut de grand établissement d'enseignement supérieur et de recherche au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il est placé sous la tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

RC1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

Les dispositions du présent Règlement de la Consultation (RC) concernent la réalisation des travaux de scénographie de l'exposition temporaire « FLOPS » qui se tiendra au Musée des Arts et Métiers à Paris.

Les prestations de soclage sont exclues du présent marché.

L'exposition se déroulera du 13 octobre 2025 au 17 mai 2026.

Les principales prestations à réaliser sont les suivantes :

- L'étude d'exécution ;
- La fourniture et la pose sur site de l'exposition temporaire *FLOPS* (titre provisoire) ;
- L'accompagnement au démontage, la collecte et la valorisation pour le réemploi de l'exposition précédente *EMPREINTE CARBONE, L'EXPO...* ;
- Le démontage, la collecte et valorisation pour le réemploi de l'exposition du présent marché *FLOPS*

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot permettent de décrire en détails les prestations à exécuter pour le présent marché.

Le lieu principal d'exécution du marché est le suivant :

Musée des Arts et Métiers,
60 rue Réaumur,
75003 Paris.

L'espace d'exposition temporaire situé au rez-de-chaussée du musée des Arts et Métiers sur une superficie d'environ 600 m².

1.2 Mode de passation

La procédure de consultation utilisée dans le présent marché est la procédure adaptée en raison de son objet (services sociaux et autres services spécifiques). Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique (ci-après CCP) et à l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (NOR : ECOM1831822V).

1.3 Type et forme de contrat

Le présent contrat est un marché ordinaire.

Le montant maximum du marché est estimé à :

- Lot n°1 : 225.000 Euros TTC
- Lot n°2 : 25.000 Euros TTC
- Lot n°3 : 27.500 Euros TTC
- Lot n°4 : 52.500 Euros TTC.

1.4 Décomposition de la consultation

Les prestations du présent marché se décomposent en quatre (4) lots :

- Lot n°1 : Agencement, décor et réemploi
- Lot n°2 : Électricité et éclairage
- Lot n°3 : Impressions graphiques
- Lot n°4 : Production audiovisuelle et multimédias

Le contenu et l'étendue des prestations sont définis dans les pièces du présent marché et en particulier dans les CCTP propres à chaque lot.
Chaque lot est mono-attributaire. Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots.

1.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
92521100-0	Services d'exposition dans les musées
39154000-6	Équipements d'exposition
45212140-9	Installation récréative
45311200-2	Travaux d'installations électriques
45451000-3	Travaux de décoration
31520000-7	Lampes et appareils d'éclairage
14900000-0	Matières premières de récupération.
79811000-2	Services d'impression numérique
92100000-2	Services cinématographiques et services vidéo

RC2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 Forme juridique du groupement

En application des articles R. 2142-22 et R. 2142-24 du CCP, si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué précédemment.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres ou en qualité de mandataires ou de membres de plusieurs groupements.

2.3 Variantes, options et prestations éventuelles supplémentaires

Aucune variante, ni option n'est autorisée, à l'exception du lot n°1 pour lequel une option est demandée sur les deux prestations suivantes :

- Les vitrines cloches à fabriquer « V-0x »
Cloches de dimensions variables à fabriquer ainsi que leur prisonnier par la titulaire du présent lot.
Cloches en PMMA pour l'offre de base.

Une option est demandée dans le cadre de ce marché pour des cloches en verre.
Prisonnier en menuiserie provenant idéalement du recyclage ou en CP peuplier 18 mm. Finition brute.
Une DPGF complémentaire est ainsi à compléter pour répondre à l'option.

- Travaux de miroiterie de la salle Katerina Kamprani
La grande vitrine est actuellement sans verre. Il appartiendra au titulaire de la rééquiper en PMMA. Une option est demandée pour ce poste pour un rééquipement en verre.
Les mesures sont à prendre par le titulaire du présent lot.
Une DPGF complémentaire est à compléter (même DPGF que pour les vitrines cloches, cf. 4.2.2 du CCTP).

Par ailleurs, des prestations supplémentaires éventuelles sont à prévoir.

- **Lot n°1 : Agencement, décor et réemploi**

Le lot n°1 comporte trois (3) prestations supplémentaires éventuelles :

- **PSE 1 : SOL-1 Le revêtement de sol la partie introductive**

Le titulaire aura à charge la fourniture et la pose d'un sol en marmoléum de type Forbo coloris 3251 lemon zest ou équivalent.

Le marmoléum présente la caractéristique d'avoir une empreinte carbone négative. Pour toute alternative proposée par le titulaire, cette caractéristique devra être similaire.

Dans la partie introductive, la surface représente plus ou moins 50 m².

Le marmoléum sera posé à même le sol du musée. Les seuils feront l'objet d'une attention particulière afin de s'assurer d'une parfaite planéité. Ainsi le titulaire est invité à placer un scotch de riz et un adhésif double face à fort pouvoir de tac ou tout autre disposition assurant un seuil lisse.

Des barres de seuil pourront être une solution envisageable.

- **PSE 2 : TROT-D et G Les trottoirs de la partie 2 (Voir annexes graphiques pp.41-42)**

Réalisation de deux trottoirs en menuiserie peinte en rose. Trottoir praticable résistant à une masse de 250 kg/m². Plateaux supérieurs sur structure menuisée renforcée. Plinthes en retrait peintes en noir.

- **PSE 3 : SOL-2 Le revêtement de sol de l'espace Katerina Kamprani**

Il est demandé au titulaire du présent lot la fourniture et la pose d'un sol en marmoléum aux dimensions et emplacement tel que décrit en pages 98-99 de l'annexe graphique lié au présent lot.

Les candidats renseigneront à cet effet, la DPGF du lot n°1.

- **Lot n°4 : Productions audiovisuelles et multimédias**

Le lot comporte trois (3) prestations supplémentaires éventuelles :

- **PSE 1 : Dispositif Minitel (Partie 4)**

Ce multimédia consiste à émuler un Minitel « comme si on y était », en permettant de naviguer entre quelques pages emblématiques du Minitel historique.

- **PSE 2 : Motion design disque de Nipkow (Partie 4)**

Reprise d'un motion design existant, très simple, muet, présentant le disque de Nipkow, un système d'analyse d'une image destiné à sa décomposition sous forme de lignes dans le but de transmettre celle-ci par des moyens électroniques. Il a été inventé en 1884 par l'ingénieur allemand Paul Nipkow (1860-1940). Cette technique a été utilisée pour une ligne de visio en circuit fermé entre Berlin et Leipzig en 1936.

- **PSE 3 : Motion design mails Airbnb (Partie 0)**

Mise en scène un échange de mails autour du projet Airbnb sous forme d'un motion design très simple. Cet échange de mail illustre les hésitations des investisseurs à miser sur un projet à ses débuts. Le contenu de ces mails est disponible ici : <https://paulgraham.com/airbnb.html>

Les candidats renseigneront à cet effet, la DPGF du lot n°4.

2.4 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

RC3 : CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3.1 Durée du contrat ou délai d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

La durée de l'exposition est estimée à sept (7) mois et se déroulera du 14 octobre 2025 au 17 mai 2026. Cette date ne pourra pas faire l'objet d'un report à la demande des titulaires des différents lots du marché. La durée prévisionnelle du marché est d'un (1) an.

Le marché prend fin après le démontage de l'exposition, soit à partir du 1^{er} juillet 2026.

Le calendrier prévisionnel de livraison des prestations est le suivant :

- 17 mai 2025 : fermeture de l'exposition « Empreinte carbone, l'expo » ;
- Du 19 au 30 mai 2025 : Dépose des œuvres par le musée des Arts et Métiers ;
- Du 2 au 13 juin 2025 : Démontage, remise en état et valorisation des éléments par les titulaires du marché de fabrication de l'exposition "Empreinte carbone, l'expo!";
- De juin au 10 octobre 2025 : Fabrication en atelier, installation du site ;
- 13 octobre 2025 : vernissage ;
- 14 octobre 2025 : ouverture au public ;
- 17 mai 2026 : fermeture de l'exposition ;
- À partir du 18 mai 2026 : Démontage, remise en état et valorisation des éléments scénographiques.

Le marché s'achèvera après le démontage de l'exposition.

Si une prolongation du délai d'exécution s'avérait nécessaire, elle ne pourrait être accordée que par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.

3.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

L'unité monétaire du contrat est l'euro.

Les prix sont actualisables selon les modalités prévues par le CCAP.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du contrat seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date d'admission des prestations ;
- Date de réception des factures correctement établies.

Le délai de paiement prend fin lors de la mise en paiement par le comptable, il ne comprend pas les délais bancaires.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

RC4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;

- Le cahier des clauses administrative particulières (CCAP) ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) propres à chaque lot, ainsi que leurs annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour l'ensemble des lots ;

Les candidats sont informés que le cahier des clauses administratives générales applicable au présent marché est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A).

Il est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Le DCE est remis gratuitement à chaque candidat et disponible par téléchargement depuis la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>, ou à partir du Cnam : <http://entreprises.cnam.fr/achats-et-marches/>. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique et électronique n'est autorisée

RC 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Généralités

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) (<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>) conformément à l'article R. 2143-4 du CCP. Dans ce cas, le document est rédigé en langue française.

Ces formulaires doivent être complétés et datés par la personne habilitée à engager le candidat.

5.2 Présentation des candidatures

Chaque candidat et, le cas échéant, chaque membre du groupement¹, produit un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Lettre de candidature (formulaire DC1 précité). En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser ;
- En cas de groupement d'opérateurs économiques avec mandataire, une habilitation signée justifiant la capacité du mandataire à représenter les autres membres du groupement ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.

Capacités technique et professionnelle des candidats :

- Références détaillées et similaires à l'objet du marché. Les candidats sont invités à présenter toutes les références qui peuvent servir leur dossier notamment dans leur expérience passée pour des prestations similaires et de même envergure, notamment des expositions temporaires à caractère patrimonial. Les références doivent détailler pour chacune d'elles le nom du maître d'ouvrage, l'importance et la complexité de

¹ En cas de candidature groupée, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire (rubrique G).

l'opération, l'année de sa réalisation. Elles doivent dater de moins de cinq (5) ans et doivent être vérifiables.

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- La composition de l'équipe chargée de l'exécution du marché : moyens humains mis en place pour l'exécution et le suivi du projet, organisation de l'équipe, qualifications et expériences des personnes assignées à l'exécution du marché, identification de la personne chargée de la coordination de l'équipe ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique en lien avec l'objet du marché dont le candidat dispose ;
- Capacité à maintenir une activité tout au long de l'année, y compris pendant les congés universitaires.

Capacité économique et financière des candidats :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois (3) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

La preuve de la capacité du candidat pourra être apportée par tous moyens, notamment par des certificats de qualification ou d'identité professionnelle ou des références de mission attestant de sa compétence à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

A l'exception de l'habilitation justifiant la capacité du mandataire à représenter les autres membres du groupement, la signature des documents composant la candidature n'est pas imposée.

5.3 Présentation des offres

L'offre comprend :

5.3.1 Un mémoire technique comprenant les éléments suivants

➤ **Pour l'ensemble des lots :**

- **L'adéquation de l'offre au CCTP et à ses annexes**

Le candidat proposera un mémoire technique expliquant la compréhension et l'approche du projet au vu des éléments fournis dans les CCTP et leurs annexes, tout en mentionnant les matériaux et techniques de mise en œuvre.

Il expliquera ainsi son appropriation de la thématique et les points d'attention qu'il a relevés le cas échéant et fera état de la prise en compte des contraintes, du contenu de chaque phase du projet, et des modalités de rendu des prestations.

- **Méthodologie de travail**

Le candidat présentera les moyens mis en place pour assurer la coordination avec les chefs de projet du Musée et les cotraitants. Le candidat proposera également le phasage de l'opération au moyen d'un planning précisant notamment les phases de validation, s'intégrant dans le planning général.

- **Démarche environnementale**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'engagement du titulaire. La présentation de la démarche environnementale du candidat, tant dans la réalisation des prestations que dans les équipements et matériels utilisés, mais aussi dans les procédures mises en place lors du démontage pour assurer le réemploi, le recyclage et en dernier recours la destruction des éléments

et matériaux, sera fourni par ce dernier.

Le candidat décrira ses garanties sur la provenance et la nature des matériaux employés permettant d'optimiser l'empreinte carbone du projet.

Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

5.3.2 Le projet de contrat comprenant

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot ;

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, le montant financier de cette sous-traitance, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.4 Visite sur site

Une visite sur site est fortement conseillée pour le lot 1. Elle est possible pour les autres lots.

Afin de planifier cette visite, les candidats prendront contact avec Marjolaine Schuch (marjolaine.schuch@lecnam.net) pour prendre RDV et prendre connaissance des conditions de sécurité qui devront être respectées.

Toute visite effectuée sans la présence ou sans l'accord d'un membre de l'équipe du musée des Arts et Métiers sera considérée comme inexistante.

La visite donne lieu à la remise d'une fiche de visite qui devra impérativement être jointe à l'offre.

RC 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, **soit le lundi 26 mai 2025 à 12H.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.
Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

6.1 Transmission électronique

Les candidats doivent transmettre leurs documents par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://entreprises.cnam.fr/achats-et-marches/> ou <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La signature électronique n'est pas requise pour la remise des plis. Toutefois, si une entreprise, qui en dispose, souhaite la mettre en œuvre, les conditions, ci-dessous, devront être respectées.

6.1.1 Modalités générales

Les offres seront transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1363 à 1368 du Code civil.

Les entreprises ont un manuel d'utilisation de la plateforme, mis à leur disposition, dans la rubrique « Aide » du site précité. L'aide proposée par ce support se limite aux modalités de dépôt des plis.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limite de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

6.1.2 Modalités de signature électronique

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- Dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- Dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers².

En application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. Au certificat de signature électronique ;
2. À l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

a) Exigences relatives aux certificats de signature électronique*

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées³ :

- La signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- La signature électronique qualifiée (niveau 4).

1^{er} cas : Certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- Sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;
- Sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>.

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2^e cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

b) Exigences relatives à l'outil de signature

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats

² https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/demat%C3%A9rialisation/20180601_Guide-MP-dematerialisation-2018-OE.pdf

³ Types de signature électronique : la signature électronique simple, la signature électronique avancée (niveau 2) avec certificat qualifié (niveau 3) et la signature électronique qualifiée (niveau 4). Seuls les niveaux 3 et 4 sont autorisés.

réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé, ni porter atteinte à son intégrité.

NOTA BENE : La signature de l'acte d'engagement et de l'offre financière ne sera requise que de l'attributaire du marché. Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société, soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-Rom, Clé U.S.B) ou sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les documents figurant dans la copie de sauvegarde et dont la signature est obligatoire doivent être signés électroniquement dans les conditions fixées ci-dessous.

RC 7 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Critères de sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de sept (7) jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

En application de l'article R. 2144-7 du CCP, si le candidat ne fournit pas dans le délai imparti les documents justificatifs ou moyens de preuve demandés, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

7.2 Critères de sélection des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1, L. 2152-2, R. 2152-1 et R. 2152-2 du CCP et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
1- Valeur technique appréciée sur la base du mémoire technique fourni par le candidat	60 %
1.1 Adéquation de l'offre au CCTP et à ses annexes, comprenant le calendrier technique : <i>Le candidat proposera une note méthodologique expliquant la compréhension et l'approche du projet au vu des éléments fournis dans les CCTP et leurs annexes, tout en mentionnant les matériaux et techniques de mise en œuvre. Il expliquera ainsi son appropriation de la thématique et les points d'attention qu'il a relevés le cas échéant et fera état de la prise en compte des contraintes notamment de calendrier du projet, du contenu de chaque phase du projet, et des modalités de rendu des prestations.</i>	30 %
1.2 Méthodologie de travail : <i>Le candidat présentera les moyens mis en place pour assurer la coordination avec les chefs de projet du Musée et les cotraitants. Le candidat proposera également le phasage de l'opération au moyen d'un planning précisant notamment les phases de validation, s'intégrant dans le planning général.</i>	15 %
1.3 Démarche environnementale : <i>La présentation de la démarche environnementale du candidat, tant dans la réalisation des prestations que dans les équipements et matériels utilisés, mais aussi dans les procédures mises en place lors du démontage pour assurer le réemploi, le recyclage et en dernier recours la destruction des éléments et matériaux, sera également fournie par ce dernier. Le candidat décrira ses garanties sur la provenance et la nature des matériaux employés permettant d'optimiser l'empreinte carbone du projet.</i>	15 %
2- Prix apprécié au regard de la DPGF	40 %

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

RC 8 : DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE

La procédure de consultation utilisée dans le présent marché est la procédure adaptée en raison de son objet (services sociaux et autres services spécifiques), en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique (ci-après CCP) et à l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (NOR : ECOM1831822V).

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Les critères retenus pour le jugement des offres et leur pondération sont énumérés à l'article 7.2 du présent règlement de la consultation.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'engager des négociations, par phases successives, avec les candidats sélectionnés. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociation, les candidats seront informés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception qu'ils sont admis à négocier. Ce courriel pourra être envoyé via la plate-forme PLACE.

Ils seront invités à négocier, sur la base de leur offre initiale. La négociation pourra se faire par courrier électronique ou par réunion. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre mais ne permettra jamais de modifier substantiellement l'offre initiale ou porter sur les critères d'attribution.

Les caractéristiques non négociables du marché sont les suivantes :

- L'objet du marché ;
- Les critères de sélection des offres ;
- Le calendrier prévisionnel ;
- La durée globale du marché.

A la fin de la période de négociation, les candidats seront invités à présenter une offre définitive, dans les conditions stipulées par l'article 7 du présent règlement de la consultation (RC), dans un délai qui leur sera indiqué.

Après examen des réponses reçues, au regard des critères sus-énoncés, le pouvoir adjudicateur décidera d'attribuer le marché au candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse.

RC 9 : ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE

9.1 Généralités

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du CCP. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à six (6) jours.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-16 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les candidats joignent une traduction en français aux éléments et documents rédigés dans une autre langue, qu'ils remettent.

9.2 En cas d'offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées

Conformément aux articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du CCP, les offres inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

En revanche, une offre irrégulière pourra être régularisée, dans un délai maximum de six (6) jours, sauf si elle est anormalement basse.

Les offres anormalement basses seront examinées en application des dispositions des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du CCP.

9.3 En cas de procédures infructueuses

- Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits

Ou

- Si seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R. 2144-7 du CCP ou des offres inappropriées au sens de l'article L. 2152-4 de ce même Code ont été présentées,

La procédure sera déclarée infructueuse et elle pourra être suivie d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément aux articles L.2122-1 et R.2122-2 du CCP.

RC 10 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

10.1 Renseignements complémentaires et points de contacts

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard sept (7) jours avant la date limite de réception des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://entreprises.cnam.fr/achats-et-marches/> ou <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, six (6) jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

10.2 Modification apportée au dossier de consultation par le Cnam

Le Cnam se réserve le droit :

- Soit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis.
- Soit de reporter la date limite de réception du dossier,

Sous réserve de le faire savoir à l'ensemble des candidats.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente (modification de détail) est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

10.3 Réalisation de prestations similaires

Sur le fondement de l'article R. 2122-7 du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

10.4 Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris,
7 rue de Jouy, 75181 PARIS Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopieur : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R. 551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du contrat (*recours Tropic – Recours Tarn-et-Garonne*) ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.